

Question parlementaire nr. 5 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Le non-respect de l'embargo vis-à-vis de la Lybie (QO 8419C).

Selon des découvertes révélées par plusieurs médias occidentaux, la Turquie aurait rompu "une nouvelle fois" l'embargo d'armes vis-à-vis de la Lybie. Pas moins de 11 vols A400M de la Turquie à destination de la Lybie auraient été repérés. Ces cargos auraient été équipés de matériel de guerre.

Ce n'est pas le premier cas où des grands doutes planent sur des livraisons en provenance d'Ankara. Récemment, une frégate française a voulu contrôler un cargo suspect à destination de Tripoli mais a été contrariée par un navire de guerre turque.

D'ailleurs, plusieurs pays ont réclamé des sanctions vis-à-vis de la Turquie pour le non-respect de l'embargo, dont la France, l'Allemagne et l'Italie.

1. Ces découvertes sont-elles à prendre au sérieux? Dans l'affirmative, des enquêtes de la part des instances officielles ont-elles été ouvertes?
2. Quelles pourraient être les sanctions pour un pays qui rompt l'embargo des Nations Unis?

REPONSE:

La Libye est depuis plusieurs années le théâtre d'une guerre par procuration où l'embargo sur les armes, imposé par les Nations-Unies, fait l'objet de violations constantes de la part de plusieurs puissances régionales dont la Belgique dénonce régulièrement l'ingérence, tant dans les enceintes européennes qu'au Conseil de sécurité.

Nous soutenons les efforts menés actuellement par les Nations-Unies en appui des négociations politiques en cours et notamment du cessez-le-feu signé par les parties au conflit le 23 octobre dernier à Genève. Dans ce contexte, le lancement de l'opération Irini en avril dernier est un élément essentiel de l'intervention européenne venant appuyer la désescalade sur le terrain et le respect de l'embargo sur les armes. Cette opération a depuis prouvé son efficacité et son impartialité dans le cadre de ce mandat.

Les informations qui nous parviennent de la mission des Nations-Unies en Libye, la MANUL, et du commandement de l'Opération Irini sont préoccupantes en ce qui concerne les ingérences extérieures dans le conflit libyen et sont à prendre avec le plus grand sérieux. Elles soulignent que les

ANTWOORD:

Libië is sinds verschillende jaren het toneel van een proxy-oorlog waarin het wapenembargo, opgelegd door de Verenigde Naties, voortdurend wordt geschonden door verschillende regionale mogendheden. België stelt dit regelmatig aan de kaak, zowel in de Europese fora als in de Veiligheidsraad.

Wij staan achter de huidige inspanningen van de Verenigde Naties ter ondersteuning van de politieke onderhandelingen die aan de gang zijn en in het bijzonder het staakt-het-vuren dat beide partijen in het conflict op 23 oktober laatstleden in Genève hebben ondertekend. In deze context is de lancering van Operatie Irini in april laatstleden een essentieel element van de Europese tussenkomst om de de-escalatie op het terrein en het respect voor het wapenembargo te ondersteunen. Deze operatie bewijst sindsdien zijn doeltreffendheid en onpartijdigheid in het kader van dit mandaat.

De informatie die we ontvangen van de VN-missie in Libië, UNSMIL, en van het commando van Operatie Irini over de buitenlandse inmenging in het conflict in Libië is zorgwekkend en moet bijzonder ernstig worden genomen. Ze bewijst dat de schendingen niet zijn gestopt

violations n'ont pas cessé et démontrent que les transferts d'armes mais aussi de mercenaires étrangers ont bénéficié aux camps adverses. Les alliés des deux parties au conflit ont donc violé l'embargo sur les armes.

En matière de sanctions, nous n'avons cessé d'apporter notre soutien aux mécanismes en place, tant au niveau onusien qu'euro-péen. Elles s'appliquent aux individus ainsi qu'aux entités qui violent l'embargo sur les armes, mais également qui se rendent coupables de trafic d'être humain et de violation des droits de l'homme en Libye. Les sanctions demeurent un instrument politique qui vise un changement de comportement parmi tous les acteurs du conflit. Il s'agit de les utiliser avec discernement et en accord avec nos partenaires européens.

**La Vice-Première Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du
Commerce extérieur, et des
Institutions culturelles fédérales.**

en dat er wapenleveringen maar ook buitenlandse huurlingen de beide kampen hebben bereikt. De bondgenoten van de twee partijen van het conflict hebben het wapenembargo dus geschonden.

Wat de sancties betreft, hebben wij de bestaande mechanismen, zowel op VN- als op Europees niveau, consequent gesteund. Ze zijn van toepassing op de personen en de entiteiten die het wapenembargo schenden, maar ook op iedereen die zich schuldig maakt aan mensenhandel en mensenrechtenschendingen in Libië. Sancties blijven een politiek instrument om een gedragsverandering tot stand te brengen bij alle actoren van het conflict. Ze moeten echter met onderscheidingsvermogen en in overeenstemming met onze Europese partners worden gebruikt.

**De Vice-eersteminister en minister
van Buitenlandse Zaken, Europese
Zaken en Buitenlandse Handel, en
de Federale Culturele Instellingen.**

Sophie Wilmès

